

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

GPA/M/23

26 juillet 2004

(04-3220)

Comité des marchés publics

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION TENUE LE 16 JUILLET 2004

Président: M. Niklas Bergström (Suède)

1. Le Comité a adopté l'ordre du jour ci-après, tel qu'il figurait dans l'aérogamme WTO/AIR/2356/Rev.1, daté du 14 juillet 2004:

- A. Projet de décision sur les modalités pour les négociations sur l'extension de la portée de l'Accord et l'élimination des mesures et pratiques discriminatoires
- B. Demande de statut d'observateur
- C. Autres questions

A. PROJET DE DÉCISION SUR LES MODALITÉS POUR LES NÉGOCIATIONS SUR L'EXTENSION DE LA PORTÉE DE L'ACCORD ET L'ÉLIMINATION DES MESURES ET PRATIQUES DISCRIMINATOIRES

2. Le Président a noté que, dans le cadre de consultations informelles tenues le 13 juillet, les délégations avaient de nouveau procédé à un bref échange de vues au sujet du projet de décision sur les modalités pour les négociations sur l'extension de la portée de l'accord et l'élimination des mesures et pratiques discriminatoires. À la lumière de ces consultations, il proposait que soit adopté le projet de décision, figurant dans le document Job n° 3067/Rev.1 (4741), daté du 13 juillet.

3. Le Comité a adopté la décision.¹

4. Le représentant d'Israël s'est félicité de la décision sur les modalités adoptée par le Comité. Bien que sa délégation soit une délégation de dimension modeste représentant un pays en développement aux ressources limitées, elle consacrait des moyens importants à la question des marchés publics. Elle aurait souhaité avoir achevé les négociations sur le texte et sur les questions transversales relatives aux engagements spécifiques avant d'entamer des négociations bilatérales sur l'extension de la portée de l'Accord. Non seulement une telle démarche aurait été logique, mais aussi elle aurait permis à sa délégation de faire un usage plus rationnel de ses ressources limitées. L'intervenant assurait le Président et les autres délégations que sa délégation continuerait d'œuvrer de concert avec eux pour contribuer au succès des négociations.

5. Le représentant des Communautés européennes s'est aussi félicité de la décision sur les modalités. Il a rappelé que, conformément au mandat énoncé à l'article XXIV:7 b) et c) de l'Accord sur les marchés publics, la portée de cet instrument devait être considérablement étendue. Les Parties à l'Accord devaient mettre tout en œuvre pour atteindre cet objectif rapidement. Pour sa délégation, la décision sur les modalités adoptée par le Comité devait être comprise comme un pas dans cette direction.

¹ Celle-ci a été distribuée ultérieurement dans le document GPA/79, daté du 19 juillet 2004.

6. Le Comité a pris note des déclarations.

B. DEMANDE DE STATUT D'OBSERVATEUR

7. Le Président a noté que la République d'Arménie avait présenté une demande de statut d'observateur (document GPA/W/293, daté du 18 juin 2004), compte tenu de l'engagement qu'elle avait pris dans le contexte de son accession à l'OMC d'entamer des négociations en vue d'accéder à l'Accord sur les marchés publics.

8. Le Comité a approuvé la demande de statut d'observateur présentée par l'Arménie.

9. Le représentant des États-Unis a souhaité la bienvenue à l'Arménie en qualité d'observateur et attendait avec intérêt son accession à l'Accord sur les marchés publics.

10. Le représentant des Communautés européennes a aussi souhaité la bienvenue à l'Arménie en qualité d'observateur.

11. Le Comité a pris note des déclarations.

C. AUTRES QUESTIONS

12. Le Président a noté que, aux réunions informelles tenues récemment, le Comité avait eu plusieurs fois l'occasion d'examiner la question des dates de réunion pour le deuxième semestre de 2004. Il y avait un accord de principe sur la tenue de deux réunions. S'agissant des dates précises de la première réunion, il apparaissait qu'il n'était pas possible de tenir compte des préférences de toutes les délégations. Cependant celles-ci étaient disposées à faire preuve de flexibilité, et, à cet égard, le Président a remercié une délégation en particulier. Il a proposé que le Comité convienne des dates suivantes: du 5 au 8 octobre et du 16 au 19 novembre.

13. Le Comité en est ainsi convenu.

14. Le représentant d'Israël a dit que sa délégation ne serait pas en mesure de participer pleinement à la réunion prévue du 5 au 8 octobre, et espérait que celle-ci se déroulerait en mode formel, afin qu'un compte rendu complet et substantiel soit établi.

15. Le Comité a pris note des déclarations.
